

Baroud d'honneur à Téhéran



n° 191 - Printemps 2026

Entretien avec **Michel Fayad**, **analyste politique et géopolitique** par la **Rédaction de Politique Internationale**

[Retourner au n°191](#)

Partager :

Politique Internationale — *Selon vous, quel sera le dénouement de l'intervention américano-israélienne en Iran ?*

Michel Fayad — En tout cas, ce qui est souhaitable, c'est que la République islamique tombe très rapidement et que, par conséquent, la guerre se termine le plus vite possible. C'est la première fois dans l'histoire militaire qu'en 48 heures on assiste à l'assassinat du chef de l'État, du ministre de la Défense, du chef du Conseil de Défense, du chef de l'armée et du chef de la force paramilitaire d'un régime ! Si la suite prend plus de temps, les choses risquent de se compliquer car l'Iran dispose d'un stock d'armes très important et peut toujours compter sur ses proxies. Il pourrait même actionner ses ramifications dans le milieu du grand banditisme. Une affaire est sortie récemment en France qui illustre ces collusions : l'affaire Marco Polo. Un trafiquant de drogue de la DZ Mafia à Marseille aurait reçu de l'argent de la République islamique d'Iran pour commettre, avec sa compagne, des crimes et des attentats sur le sol français. Il a été arrêté en 2024 et son procès s'est ouvert début 2026 (1).

P. I. — Et quelle est l'issue la plus probable ?

M. F. — Si les Américains et les Israéliens continuent au même rythme, le plus probable est la chute du régime. Mais les Iraniens ont encore des atouts dans leur manche, on l'a vu ces derniers jours : en bloquant le détroit d'Ormuz où passent 20 % du pétrole, 22 % du gaz et 33 % des engrais, ils conservent un pouvoir de nuisance considérable. Ils ont aussi tapé l'oléoduc qui va de Bakou en Azerbaïdjan jusqu'en Turquie (à Ceyhan), en passant par Tbilissi en Géorgie, et par lequel transite plus de 1 million de barils de pétrole par jour à destination de l'Europe. Il n'est pas impossible non plus que les Houthis s'en prennent à l'oléoduc qui traverse le canal de Suez, qui apporte chaque jour 2,5 millions de barils de pétrole à l'Europe. Ces mêmes Houthis peuvent aussi paralyser toute la production saoudienne en ciblant les champs pétroliers en Arabie. On voit donc que l'Iran a encore les moyens de faire du mal à l'Occident.

C'est pourquoi, je le répète, la clé de tout, c'est la rapidité de cette guerre.

P. I. — Est-il possible qu'une partie des Gardiens de la révolution ou de l'armée bascule du côté américano-israélien en échange de la promesse, par exemple, d'une amnistie ?

M. F. — Je ne crois pas au scénario selon lequel l'armée se rebellerait contre les Gardiens de la révolution. Pour la simple et bonne raison qu'en réalité, depuis la révolution islamique de 1979 et plus encore depuis ces dernières années, les Gardiens de la révolution ont pris l'ascendant militaire sur l'armée et qu'ils l'ont infiltrée à tous les niveaux. Concrètement, il est impossible pour l'armée de se soulever contre les Gardiens. En revanche, il peut y avoir des défections individuelles dans l'armée, mais pas de retournement en bloc. Il y a également des défections individuelles dans les rangs du Corps des Gardiens.

P. I. — Au moment où nous parlons, quelles sont les personnalités qui « tiennent » encore l'Iran ?

M. F. — Je vois cinq grandes personnalités qui comptent dans le régime. Il y a bien sûr le nouveau guide suprême Mojtaba Khamenei, le fils d'Ali Khamenei. Puis Ali Larijani, qui dirige le Conseil de transition et le Conseil de la sécurité nationale iranienne. Le troisième, c'est Mohammad Ghalibaf, le président du Parlement. Et, enfin, il y a Mohsen Rezaee et Mohammad Ali Jafari. Ces deux hommes sont chacun restés plus d'une dizaine d'années à la tête du corps des Gardiens de la révolution. Même s'ils n'ont plus de fonction officielle de commandement, ce sont eux qui sont les véritables chefs. Dans les faits, ils sont même plus importants que les trois premiers, car ce sont eux qui tiennent les Gardiens. Ce sont les deux véritables piliers du régime. S'ils étaient éliminés, les Gardiens de la révolution pourraient basculer.

P. I. — Envisagez-vous un autre cas de figure qui provoquerait un basculement de ce genre ?

M. F. — C'est vraiment compliqué pour une raison liée à la composition ethnique du pays. Contrairement à la Syrie de Bachar el-Assad dont le pouvoir reposait sur la minorité alaouite, la République islamique d'Iran a une très large assise : elle comprend des Perses, des Azéris, des Arabes, des Kurdes, des Baloutches, des Lors, etc. Toutes les strates de la société y sont représentées. Il est beaucoup plus difficile de faire chuter un tel régime. Pour vous donner un exemple, la population iranienne est majoritairement perse, mais le guide suprême, l'ancien et le nouveau, sont azéris.

P. I. — Vous n'avez pas mentionné les Kurdes...

M. F. — Les Américains et les Israéliens ont laissé fuiter l'information selon laquelle ils seraient prêts à armer les Kurdes pour essayer de renverser le régime. Il faut néanmoins rester prudent. Il est certain que les Kurdes sont tentés de prendre le contrôle total de leur région comme ils l'ont fait, ou tenté de le faire en Irak et en Syrie. Mais le vrai problème, c'est que, selon la presse américaine, les États-Unis comptent sur les Kurdes pour aller jusqu'à Tabriz. Or Tabriz, c'est la capitale de l'Azerbaïdjan iranien. Si les Azéris, qui ne sont pas armés, voient les Kurdes arriver, il est presque sûr qu'ils appelleront les Turcs à la rescousse. Des Turcs dont, je le rappelle, ils partagent la même langue et la même culture. Et, croyez-moi, les Turcs ne se feront pas prier ! On entrera alors dans une guerre civile et une guerre régionale.

P. I. — Pensez-vous que les Américains pourraient, à un moment ou à un autre, renoncer à faire capituler le régime des mollahs...

M. F. — C'est possible. Ils pourraient se contenter de placer au sommet de l'État iranien un homme avec lequel ils entretiennent de bonnes relations. J'en vois un qui s'impose naturellement : Ali Larijani, qui est une personnalité très appréciée par les différentes administrations américaines, y compris républicaines. Il a même souvent été soutenu par les États-Unis qui auraient vu d'un bon œil son élection à la présidence de la République islamique d'Iran. Certes, un nouveau Guide suprême vient d'être élu en la personne de Mojtaba Khamenei. Mais il est fort probable que certains, parmi ceux qui ont contribué à le porter au pouvoir, tablent sur son élimination. Ils préfèrent que les Américains et les Israéliens se chargent de la sale besogne plutôt que d'avoir à le faire eux-mêmes, et cela pour éviter toute division en interne et rejeter la responsabilité de cet acte sur les agresseurs étrangers. Si j'évoque la disparition du nouveau Guide suprême, c'est parce qu'il se trouve qu'Ali Larijani a un frère qui est mollah, Sadeq Larijani. Il est plus que probable que ce duo de frères, qui ont travaillé main dans la main depuis des décennies, se verraient bien accéder l'un à la présidence, l'autre au poste de Guide suprême ! Est-ce qu'ils iraient jusqu'à s'entendre avec Washington ? C'est là toute la question. En tout cas, les Américains en rêvent.

P. I. — Mais sur quoi repose cette sympathie envers les Larijani ? Sont-ils considérés comme plus raisonnables ?

M. F. — La vérité, c'est qu'Ali Larijani est franc-maçon et que la franc-maçonnerie est un élément fédérateur dans les négociations entre Américains et Iraniens. Il n'est pas le seul dans la région : le sultan Qabous, l'ancien sultan d'Oman mort en 2020 et qui avait initié les négociations sur le nucléaire entre Américains et Iraniens, était lui aussi franc-maçon. C'est également le cas de son successeur. Quant à l'administration américaine, elle est aussi en grande partie franc-maçonne, même si Donald Trump ne l'est pas. Ali Larijani est le seul parmi les dirigeants iraniens à appartenir à cette confrérie. C'est l'explication de cette connivence inattendue.

P. I. — *Une petite question incidente sur Reza Pahlavi. Pensez-vous qu'il peut être l'homme de la transition démocratique, comme il le souhaite ?*

M. F. — Il y a encore quelques mois, je vous aurais répondu que Reza Pahlavi n'était pas majoritaire en Iran. Mais force est de constater que, lors du dernier mouvement de contestation en décembre-janvier, un grand nombre de manifestants brandissaient son portrait et scandaient son nom. Il est clair que la situation s'est retournée et qu'il y a désormais une majorité d'Iraniens sur place qui le réclament. J'explique ce changement par le fait qu'il a été reproché aux opposants, jusque-là, de ne pas avoir un chef, un interlocuteur à offrir à la communauté internationale. Il n'y a que deux groupes qui sont connus à l'étranger : les Moudjahidines du peuple qui se font appeler le « Conseil national de la Résistance iranienne », mais qui sont en réalité une secte islamo-marxiste et avec un gourou à leur tête ; et, de l'autre côté, Reza Pahlavi. Or les Moudjahidines du peuple sont détestés parce qu'ils ont trahi en se rangeant derrière Saddam Hussein lors de la guerre Iran-Irak. Le seul que les Iraniens voient comme une option alternative, c'est Reza Pahlavi. Je ne dirai pas que c'est un choix par adhésion, mais c'est un choix par défaut qui est désormais majoritaire, y compris auprès des jeunes qui n'ont jamais connu les Pahlavi et qui constituent la majorité de la population iranienne.

Il y a aussi une chose que je voudrais dire au sujet du shah, le père de Reza. Certes, il a commis quelques erreurs, notamment en soutenant la chute de Mossadegh ou encore en nommant trop tard Chapour Bakhtiar. En revanche, quand on parle de la Savak et des prisons, il faut relativiser. Il est vrai que des gens ont été torturés et jetés en prison. Mais ce qu'on oublie souvent, c'est que parmi ces détenus politiques se trouvaient bon nombre de dirigeants actuels et passés de la République islamique d'Iran, à commencer par Khamenei et Rafsandjani, qui ont finalement été libérés. À l'inverse, à la prison d'Evin sont toujours enfermées et torturées des filles ou des femmes dont le seul péché est de ne pas avoir porté le voile correctement ou d'avoir osé manifester dans la rue. Cela fait une grosse différence.

P. I. — *Revenons un peu en arrière. Croyez-vous qu'il existe aujourd'hui un risque de guerre civile ou d'éclatement de l'Iran ?*

M. F. — La guerre civile est possible, comme je l'ai dit, si les Kurdes décident de s'emparer de la région azérie. Si jamais Reza Pahlavi n'arrive pas à mettre en place le gouvernement de transition qu'il appelle de ses vœux, on verra forcément les Turcs intervenir pour mater les Kurdes et protéger les Azéris. De fil en aiguille, les Pakistanais pourraient intervenir dans la région de Chabahar peuplée de Baloutches au sud-est de l'Iran. Et les milices chiites d'Irak, le Hachd Al-Chaabi, pénétrer dans ce qu'on appelle le Khouzestan situé au sud-ouest du pays autour de Ahvaz. Ça peut mal tourner.

P. I. — *Mais pour que Reza Pahlavi soit reconnu à la tête d'un gouvernement national, encore faut-il que cette guerre se termine...*

M. F. — Bien sûr. Le problème, c'est que pour les Américains et les Israéliens la suite a peu d'importance. L'essentiel, c'est que cette République islamique d'Iran telle qu'elle est aujourd'hui disparaisse. À partir de là, trois hypothèses : soit elle évolue, c'est un peu le rêve de Donald Trump, auquel je ne crois pas parce que je ne crois pas qu'un islamiste peut évoluer. Soit elle tombe et plonge dans la guerre civile — ce qui ne gênerait pas tellement les Américains et les Israéliens. Soit elle tombe et Reza Pahlavi arrive, ce qui ne gênerait pas non plus les Américains et les Israéliens.

P. I. — *Si vous deviez donner un conseil à Reza Pahlavi, quel serait-il ?*

M. F. — À mon sens, il devrait prendre possession du pays pas à pas. Si une ville venait à tomber, il devrait y aller. Puis, si une deuxième ville était libérée, il devrait s'y installer. Et ainsi de suite. Vous savez ce qui compte au Moyen-Orient ? Ce sont deux choses : les armes et le terrain. Si vous n'avez ni l'un ni l'autre, vous n'avez aucune chance. S'il reste aux États-Unis, ça ne marchera pas. Dès qu'une ville chute, il faut qu'il y aille, quitte à prendre le risque de se faire tuer, mais au moins il montrera aux Iraniens qu'il est là, qu'il est capable de prendre la relève et qu'il n'a pas peur de mourir.

P. I. — *Pensez-vous qu'une victoire, quelle qu'elle soit, soit possible sans troupes au sol ?*

M. F. — Je crois qu'il y aura des troupes au sol. La question est : lesquelles et quand ? Je vois très bien un scénario similaire à celui du Liban après la guerre de 2024 lorsque les Israéliens ont pris cinq positions à partir desquelles ils ont continué à cibler le Hezbollah. De la même manière, les Américains et les Israéliens pourraient s'emparer de villes clés et les utiliser comme point d'appui pour continuer à frapper les Gardiens de la révolution et l'armée. Au moindre mouvement de leur part, les Américains et les Israéliens seraient prêts à agir pour les attaquer et détruire leur armement.

Au départ, il s'agirait de troupes américaines et israéliennes. Mais, petit à petit, des Iraniens pourraient être recrutés pour faire ce travail, possiblement d'anciens militaires ou d'anciens Gardiens de la révolution qui auraient fait défection.

Le problème est que tout cela prend du temps et que Trump est pressé : il souhaiterait idéalement en avoir terminé avant la Coupe du monde qui doit avoir lieu en mai prochain aux États-Unis. Sa crainte, c'est qu'il y ait des attentats durant la compétition.

P. I. — *Selon vous, quelles conditions rendraient possible une victoire de la société civile, c'est-à-dire une prise en main de leur destin par les Iraniens eux-mêmes ?*

M. F. — Il est impossible pour la société civile de prendre seule le pouvoir, sinon elle l'aurait déjà fait. Elle a besoin de cette guerre israélo-américaine pour espérer y parvenir. Comme je vous le disais, ce sont les armes qui comptent. Et, aujourd'hui, les armes sont américaines et israéliennes. Reza Pahlavi est populaire, mais il ne faut pas oublier que les Iraniens ont des opinions très diverses et que sa seule présence ne suffira pas à faire taire les divisions.

P. I. — *Reza Pahlavi a toujours dit qu'il donnerait la parole au peuple et que si les Iraniens veulent une république, ils pourront choisir une république. Il veut juste jouer un rôle dans la transition démocratique...*

M. F. — Je ne suis pas en train de mettre en doute ses intentions et son projet. Je suis simplement en train de dire que les Iraniens sont divisés. 90 % de la population vivent dans la pauvreté : c'est une réalité dont il faut tenir compte et qui favorise plutôt les tenants d'un gouvernement de gauche.

P. I. — *Comment expliquez-vous que les Américains et les Israéliens n'aient pas encore bombardé l'île de Kharg, où se trouvent d'importantes installations pétrolières ?*

M. F. — Il en est question. Une telle opération porterait un coup très dur à l'économie iranienne. Les Américains et les Israéliens ont également pris pour cible des banques afin de détruire le cash et les réserves d'or. L'idée, c'est de faire mal au portefeuille.

P. I. — *Les Ukrainiens fournissent des drones et des moyens d'interception anti-drones aux Américains et aux monarchies du Golfe. Quelle compensation pourraient-ils obtenir en échange ?*

M. F. — Les Ukrainiens essaient de jouer un rôle parce qu'ils voient bien qu'une partie des armes qui leur sont nécessaires pour faire face aux Russes sont en train d'être utilisées par les Américains et les Israéliens dans cette guerre contre l'Iran. C'est autant de matériels qui ne leur seront pas livrés. Et plus la guerre va durer au Moyen-Orient, plus l'Ukraine risque d'être vulnérable. Mais les Russes ont, eux aussi, envoyé des messages très clairs aux Américains. Il y a quelques jours, les Iraniens ont frappé le bâtiment de la CIA en Arabie saoudite. Il est évident qu'ils n'ont pu le faire que grâce au renseignement russe. Cela voulait dire très explicitement : si vous continuez à donner des renseignements aux Ukrainiens pour frapper la Russie, nous donnerons des renseignements aux Iraniens pour frapper les intérêts américains.

Dans toute cette affaire, au fond, la Russie est la grande gagnante. Un pétrole rare est un pétrole cher, ce qui ne peut qu'arranger ses finances. De plus, Donald Trump a autorisé l'Inde à acheter du pétrole russe et songe à alléger les sanctions qui pèsent sur Moscou pour détendre le marché. Si la situation continue de se détériorer, la Russie pourrait décider de produire davantage et revenir ainsi dans le grand jeu des hydrocarbures.

P. I. — *Quel est le type d'aide, selon vous, que la Russie et la Chine peuvent apporter au régime des mollahs ?*

M. F. — Ni les uns ni les autres n'ont vraiment envie d'aider les Iraniens. En fait, les Russes et les Chinois ne le feront que s'ils sentent que leurs intérêts sont menacés. Si les Ukrainiens étaient restés en dehors du conflit, jamais les Russes n'auraient fait un geste en direction des Iraniens. Vous savez, les choses sont plus compliquées qu'on le croit. Durant la guerre des douze jours, Netanyahu et Poutine se parlaient quotidiennement. Poutine l'a dit : « Pour moi, Israël est une ligne rouge parce que j'ai 2 millions de Russes en Israël. » La Russie et l'Iran sont aujourd'hui alliés, mais historiquement les deux pays ont toujours été des ennemis.

P. I. — *En quoi la guerre actuelle va-t-elle modifier la position, l'influence et la politique des États du Golfe ? Est-ce que Dubaï restera un havre financier et économique pour les investisseurs du monde entier ? Est-ce que l'Arabie saoudite, qui vient de s'apercevoir qu'elle n'est pas invulnérable malgré l'aide américaine, va modifier sa politique ?*

M. F. — En fait, pour comprendre ce qui est à l'œuvre dans les monarchies du Golfe, il faut regarder ce qui s'est passé au Liban. Il y a quelques décennies, le Liban était le seul endroit du Moyen-Orient que fréquentaient les Occidentaux. Les pays arabes du Golfe ne comptaient pas. Lorsqu'on voulait se réunir, on se réunissait à Beyrouth, on ne se réunissait pas à Dubaï, on ne se réunissait pas à Abou Dhabi, on ne se réunissait pas à Doha, et encore moins à Riyad. Tout l'argent affluait à Beyrouth. Et pourquoi tout cela a-t-il changé ? Parce la guerre a éclaté au Liban et que cette guerre a été longue. Aujourd'hui, si la guerre est courte, les États du Golfe peuvent espérer récupérer leur statut. Mais si la guerre se prolonge et si aucun gouvernement stable ne se met en place à Téhéran, alors ce qui s'est passé pour le Liban se passera pour les pays arabes du Golfe. Les gens se diront : « c'est dangereux d'y mettre notre argent, c'est dangereux d'y emmener notre famille, c'est dangereux de venir en touristes, c'est dangereux d'y vivre. » Bref, ils perdront leur aura et leur attractivité pour l'investissement, pour le tourisme et pour les expatriés.

P. I. — *Dans ce contexte quel sera l'avenir des accords d'Abraham ?*

M. F. — Personnellement, je n'ai jamais cru aux accords d'Abraham. Parce qu'ils reposent sur une supercherie. Il faut savoir que, dans l'islam, il est interdit de faire la paix avec un non-musulman. On ne peut faire que des trêves. Ils appellent ça la *hudna*. Par conséquent, tous les accords de paix signés avec Israël par les pays musulmans ne valent rien, à la fois aux yeux de ceux qui les ont signés et aux yeux des populations qui sont imprégnées par l'islam. En Jordanie, s'il y avait des élections libres, vous croyez que c'est le roi qui les gagnerait ? Non, ce seraient les islamistes qui l'emporteraient. Même chose au Maroc. Qui dirige la Syrie aujourd'hui ? Qui y a-t-il au gouvernement en Égypte aux côtés de Sissi ? Des salafistes ! Les Émirats, le Qatar, l'Arabie sont tous des pays islamistes en réalité. Donc comment les croire ? Leur religion s'oppose à la paix. Seule la trêve est autorisée.

P. I. — *Vous avez sûrement raison, mais on peut se dire, d'une part, que les accords d'Abraham ont surtout une portée économique et, d'autre part, que quelle que soit le nom qu'on lui donne une trêve perpétuelle est toujours bonne à prendre...*

M. F. — D'accord, mais imaginez que, demain, le mandat de Donald Trump se termine et qu'un président hostile à Israël arrive à la Maison-Blanche. Vous donnez combien de jours à Israël pour survivre ? Ces pays-là n'attendent que le moment où l'occasion de détruire Israël se présentera pour passer à l'acte. C'est la réalité. Prenez la Syrie et son nouveau président autoproclamé Ahmed al-Joulani. Quel est le nom de son mouvement ? Hay'at Tahrir al-Cham, ce qui veut dire « Organisation de la libération du Levant ». Vous pensez qu'il veut libérer le Levant de qui ? Seulement des Druzes et des Alaouites ou encore des Kurdes ? Non, il veut le libérer des chrétiens et des Juifs et même des Chiites, des Druzes et des Alaouites au Liban.

S'il voit une possibilité d'envahir Israël, vous croyez qu'il va la louper ? Et, avant, il envahira le Liban et peut-être la Jordanie. Un pays extrêmement fragile qui ne tient que grâce à la volonté américaine. Si le roi Abdallah était assassiné, la population se rallierait à Joulani pour attaquer Israël si celui-ci est en position de le faire.

P. I. — *D'autant que la Jordanie compte 80 % de Palestiniens...*

M. F. — Ils sont tous palestiniens ! À la base, la Jordanie n'existait pas. C'était une partie de la Palestine. Les 80 % de Palestiniens dont on parle tout le temps, ce sont ceux qui sont venus depuis 1948. Mais ceux qui y vivaient avant, ils étaient quoi ? La Transjordanie faisait partie de la Palestine mandataire. Ils sont donc palestiniens aussi.

P. I. — *Croyez-vous que, si les accords d'Abraham survivent d'une manière ou d'une autre, l'Arabie s'y ralliera ? Jusqu'à présent, elle faisait de la création d'un État palestinien une condition préalable. Peut-elle évoluer sur ce point ?*

M. F. — Elle peut se contenter de la chute de la République islamique d'Iran. Mais, comme je vous l'ai dit, tout cela n'est pas sincère.

P. I. — *Vous ne croyez donc pas à la pérennité de ces accords ? Ils ne représentent pas, selon vous, une césure historique dans l'histoire du Moyen-Orient ?*

M. F. — Non, c'est une naïveté occidentale. Les Occidentaux croient qu'une paix est possible entre les pays musulmans et Israël, en faisant l'impasse sur la dimension religieuse. Or la dimension religieuse, c'est l'élément le plus important dans la région.

P. I. — *Quelles seront les principales victimes économiques de ce conflit ? Qui va souffrir le plus, à la fois à l'échelle locale, régionale et internationale ?*

M. F. — Tout va dépendre de la manière dont cette guerre va tourner. Les grands perdants seront, bien sûr, l'Iran et les pays arabes du Golfe. L'Iran, parce que ses infrastructures pétrolières — qu'il s'agisse de son terminal d'exportation, de ses raffineries ou même de ses champs pétrolifères — sont en passe d'être détruites. Quelle que soit la forme du futur régime, il faudra du temps pour tout reconstruire. Même chose si les Houthis ou les Iraniens bombardent les champs pétrolifères saoudiens et autres. Sans oublier les usines de dessalement de l'eau mer qui sont prises pour cibles et qu'il faudra aussi rapidement remettre en état.

Quant aux populations, celles qui souffriront le plus sont celles qui, déjà avant la guerre, étaient les plus pauvres : les Iraniens, dont la très grande majorité n'arrive plus à vivre décemment, et les Libanais qui se débattent depuis 2019 dans une crise financière et économique que ce conflit va aggraver. J'ajouterai Israël qui, depuis le 7 octobre 2023, mobilise des centaines de milliers d'hommes et de femmes, avec le coût qu'implique un tel effort. Je ne parle pas des pays arabes du Golfe qui sont extrêmement riches et qui ont les moyens de surmonter cette épreuve.

P. I. — *Plus spécifiquement, quelles seront les conséquences de la guerre, d'une part, sur l'approvisionnement en gaz et en pétrole et, d'autre part, sur le niveau des prix ?*

M. F. — J'en ai parlé tout à l'heure, mais vous oubliez une autre denrée absolument capitale : les engrais, dont 33 % passent par le détroit d'Ormuz. Pour tous ces produits, il est clair que les prix risquent de grimper. Mais, encore une fois, tout va dépendre de ce qui va se passer. Si un grand nombre d'infrastructures sont touchées et qu'en plus on maintient des sanctions contre la Russie, il y a un vrai problème. Il va falloir faire un arbitrage : accepte-t-on que la Russie revienne dans le jeu ou pas ?

On ne peut pas avoir à la fois les sanctions et le blocage.

P. I. — *Si vous deviez dessiner le paysage de l'après-conflit pour le commerce et l'économie mondiale, à quoi ressemblerait-il ?*

M. F. — Au risque de me répéter, tout dépendra : soit la guerre est courte et les dommages limités ; dans ce cas-là, l'activité pourra reprendre où on l'a laissée. Soit tout est remis en cause, la nouvelle route de la soie des Chinois, le plan américain d'un Moyen-Orient prospère, les projets de développement saoudiens Vision 2030 et 2050... et il faudra alors trouver des solutions de rechange.

P. I. — *Une dernière question sur l'Iran : croyez-vous que les Américains et les Israéliens vont mettre la main sur le stock d'uranium enrichi ?*

M. F. — Je n'en sais rien et il n'est même pas sûr qu'ils sachent où il se trouve. La crainte, c'est que les Iraniens se mettent à vendre cet uranium à gauche et à droite, notamment aux Talibans qui cherchent à s'emparer de la République islamique du Pakistan. Le risque de dissémination est d'autant plus élevé que la population, très pauvre comme je l'ai dit, est particulièrement vulnérable à la corruption.

P. I. — *Parlons maintenant du Liban. Croyez-vous qu'Israël peut éradiquer définitivement le Hezbollah ?*

M. F. — Je le crois. C'était déjà la volonté d'Israël en 2024. À l'époque, Benyamin Netanyahu n'a accepté un cessez-le-feu que parce qu'il n'était plus livré en armes par l'administration Biden. Ce sont donc les Américains qui ont retenu la main des Israéliens. Aujourd'hui, l'occasion se représente pour eux d'en finir avec le Hezbollah. Toute la question est de savoir si cette fois-ci Donald Trump les laissera faire ou pas, ce même Donald Trump qui a stoppé les Israéliens lors de la guerre des douze jours. C'est bien là la preuve que les intérêts américains et les intérêts israéliens ne sont pas toujours alignés.

P. I. — *Pour quelle raison les Américains freineraient-ils les Israéliens dans cette opération ?*

M. F. — Les Américains ont des intérêts au Liban, où se trouve la deuxième plus grande ambassade des États-Unis au monde après celle d'Irak, avec tous les services de renseignement que cela suppose. Il y a également le fait que l'armée libanaise elle-même est équipée d'armes américaines et que ses officiers sont formés aux États-Unis. Mais le plus important est sans doute le rôle de l'Arabie saoudite, qui a toujours eu des vellétés de contrôle sur le Liban à travers la communauté sunnite, et qui est

soutenue par les Américains. N'oubliez jamais que la constitution issue des accords de Taëf (2) de 1989 a été imposée au Liban en 1990 par l'Arabie saoudite, les États-Unis et la Syrie contre la volonté des Libanais. Un million de Libanais manifestaient chaque jour dans la rue contre ces accords !

P. I. — *Et comment expliquer que l'armée libanaise n'ait pas pu ou n'ait pas voulu désarmer le Hezbollah ?*

M. F. — Il faut savoir que 50 % des soldats de l'armée libanaise sont sunnites. Donc le risque est grand qu'une attaque frontale contre le Hezbollah soit interprétée comme une *fitna* sunnites contre chiites, une sorte de schisme, et se transforme en guerre civile. Il y a aussi une autre chose, c'est que le Hezbollah est infiltré à tous les niveaux de l'État libanais. Il a des députés au Parlement, des ministres au gouvernement, des conseillers auprès du président de la République, il est présent au sein de la Sûreté générale, il y a même des bureaux de coordination entre l'armée libanaise et le Hezbollah ! Il est partout. C'est un État dans l'État auquel il est très difficile de s'attaquer. D'autant que, depuis les fameux accords de Taëf, le Liban n'a plus de tête. On a retiré au président de la République ses prérogatives et on les a transférées au conseil des ministres. Or, dans un pays multiconfessionnel où chaque communauté est représentée au gouvernement et où les décisions se prennent à la majorité des deux tiers, c'est le meilleur des moyens de paralyser l'action politique. Sachant qu'aucune communauté ne peut être mise à l'écart et que parmi les ministres chiites vous avez des membres du Hezbollah, comment voulez-vous arriver à une décision ? Le mal du Liban aujourd'hui, ce sont ces accords de Taëf qui empêchent le président d'agir.

P. I. — *Vous dites que tout l'appareil d'État libanais est infiltré par le Hezbollah et, en même temps, que les Israéliens ont les moyens de l'éradiquer. N'y a-t-il pas là une contradiction ?*

M. F. — Le Hezbollah est présent à tous les niveaux de l'État libanais parce qu'il a des armes. Le jour où la République islamique d'Iran tombe et coupe son financement, le Hezbollah n'est plus rien. En déclenchant cette guerre pour défendre la République islamique d'Iran, contre l'avis des Libanais, il s'est mis à dos la quasi-totalité de la communauté chiite. À la télévision libanaise, du matin au soir, vous voyez désormais des chiites qui, face caméra, sans se cacher, crient leur colère contre le Hezbollah. Ils n'ont plus peur.

P. I. — *Dénoncent-ils l'intervention israélienne ?*

M. F. — Ils ne vont pas jusque-là pour la bonne raison qu'au Liban la moindre manifestation de soutien à Israël peut vous valoir des poursuites pénales. C'est une loi qui date de 1955 : elle avait été suspendue pendant la guerre (merci d'indiquer les dates), mais a été réintroduite sous la pression de la Syrie et du Hezbollah après la fin des hostilités.

P. I. — *Les conditions concrètes d'une renaissance politique et économique du Liban sont-elles réunies ? Et existe-il un homme susceptible d'incarner cette renaissance ? Y a-t-il un Churchill libanais ?*

M. F. — J'en reviens à la Constitution : un Churchill n'a aucune chance d'émerger parce que le pouvoir exécutif est entre les mains d'un gouvernement collégial qui bloque toute évolution du pays. Il faut espérer que la guerre actuelle mettra fin à ce système absurde qui a marginalisé les chrétiens au sein de leur propre pays. Si les islamistes sont défaits, peut-être la Constitution pourra-t-elle être changée... Le Liban a besoin de personnes comme le Dr Fouad Abou Nader, l'ancien commandant en chef des Forces libanaises.

P. I. — *Que pensez-vous de la politique étrangère de Trump en général et de sa politique moyen-orientale en particulier ?*

M. F. — D'un point de vue américain, la politique étrangère de Donald Trump est assez intéressante. Il a compris mieux que tout le monde, à part les Chinois qui ont une longueur d'avance, que l'avenir, ce sont les métaux stratégiques : le lithium, le cobalt, les terres rares, etc. Il conduit donc une « diplomatie business » où ces métaux occupent la place centrale. Il faut lui reconnaître cette intelligence-là. Maintenant, par rapport au Moyen-Orient, je suis plus nuancé. À mon avis, il n'aurait pas dû arrêter la guerre des douze jours. Si elle s'était poursuivie, comme les Israéliens le voulaient, pas mal d'erreurs auraient pu être évitées. On aurait pu, par exemple, empêcher l'Iran d'envoyer 1 milliard de dollars au Hezbollah pour lui permettre de se réarmer. Il y a un autre point sur lequel je ne suis pas du tout d'accord avec Donald Trump, c'est son soutien à Joulani en Syrie. Je ne crois pas aux islamistes « déradicalisés ». Je ne crois pas qu'il suffit de couper sa barbe et de mettre une cravate pour devenir quelqu'un de sympathique. La preuve : Joulani a pris le pouvoir en décembre 2024 et, dès mars 2025, il a tué plus d'Alaouites que le Hamas a tué de Juifs le 7 Octobre. Ensuite, en juin 2025, il a commis le plus grand attentat de l'histoire de la Syrie dans une église. En juillet 2025, il s'est attaqué aux Druzes qui n'ont dû leur salut qu'à l'intervention israélienne. Et depuis la fin de 2025, il s'attaque aux Kurdes. En fait, Donald Trump, Emmanuel Macron et d'autres soutiennent un terroriste islamiste djihadiste qui non seulement massacre les minorités dans son pays, mais qui ne rêve que d'une chose : envahir Israël et le Liban.

P. I. — *Et quelle serait la bonne attitude à son égard, concrètement ?*

M. F. — Arrêter d'être naïfs pour commencer. La levée des sanctions a été une faute. On a eu tort de le féliciter pour avoir préservé l'unité de la Syrie, car l'unité va à l'encontre des intérêts des minorités. Vous ne pouvez pas avoir une Syrie unie avec un terroriste islamiste djihadiste à sa tête. Si vous voulez un terroriste islamiste djihadiste à Damas, vous devez donner un État indépendant aux Alaouites, à Lattaquié, un État indépendant aux Druzes à Soueda, un État indépendant aux Kurdes au nord-est, voire donner aux pauvres chrétiens une autonomie dans leur vallée dans l'État indépendant alaouite. On ne peut pas demander à ces minorités d'accepter ce terroriste à la tête de leur pays et leur refuser la partition. Un État fédéral ou confédéral avec lui n'est pas non plus réaliste. Il faut choisir. Quand Joulani a pris le pouvoir, la première réaction des Israéliens a été d'anéantir l'aviation militaire syrienne (3), ce qu'ils n'avaient jamais fait sous Hafez al-Assad et sous Bachar el-Assad. Ils savent pertinemment qui est cet homme. Mais les autres, les Américains, les Européens, suivent les pays arabes du Golfe parce qu'ils dépendent d'eux pour leurs ventes d'armes. 43 % du chiffre d'affaires du complexe militaro-industriel français se répartit entre l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar. Or, qui paye ordonne...

P. I. — *Croyez-vous à la solution dite « à deux États » entre Israël et les Palestiniens ?*

M. F. — L'État palestinien existe déjà, c'est la Jordanie ! La famille hachémite n'est même pas de cette terre, elle vient d'Arabie saoudite...

P. I. — *Une toute dernière question : à qui donneriez-vous aujourd'hui, au Moyen-Orient ou ailleurs, le Prix du courage politique ?*

M. F. — Au chef religieux des Druzes de Syrie, Hikmat Salman al-Hijri. Alors que sa communauté était menacée d'extermination par Joulani, il a fait appel à Israël. Il lui a fallu beaucoup de courage pour s'y résoudre car, en Syrie comme au Liban, c'est un geste condamnable. Il s'est battu pour la survie de sa communauté.

(1) <https://www.leparisien.fr/faits-divers/huit-ans-de-prison-pour-un-membre-de-la-dz-mafia-auteur-d-incendies-visant-des-entreprises-liees-a-israel-09-01-2026-ULB3L6CFDZFIHCNBNZDPOGIBII.php>

(2) *L'accord de Taëf (1989), officiellement intitulé Document d'entente nationale, est l'acte scellant la perte de souveraineté du Liban et le passage d'un système dominé par le « maronitisme politique » à un système fondé sur le « sunnisme politique ». Sous couvert de « relations fraternelles », l'accord officialise l'aide des forces syriennes pour permettre à l'État libanais d'étendre sa souveraineté, tout en prévoyant un redéploiement de ces troupes dans la Bekaa après une période déterminée. L'auteur considère que cela a mené à l'occupation du Liban par la Syrie. L'accord a fait l'objet d'une opposition farouche de la part de figures souverainistes telles que le général Michel Aoun, le Dr Fouad Abou Nader, Dany Chamoun ou Etienne Sacre (alias Abou Arz). À l'inverse, le ralliement de Samir Geagea et de sa milice à l'accord a facilité l'invasion syrienne d'octobre 1990. Le « diktat » de Taëf est le point de départ d'une mutation où le pouvoir a glissé du maronitisme politique vers le sunnisme politique (incarné par Rafic Hariri), avant d'évoluer vers le chiisme politique.*

(3) *La chute du régime de Bachar el-Assad et l'entrée d'Abou Mohammad al-Joulani (HTS) à Damas ont provoqué une rupture immédiate de la doctrine de « stabilité hostile » maintenue par Israël durant toute la dynastie Assad (1970-2024). Entre le 8 et le 10 décembre 2024, Tsahal a mené une opération aérienne d'envergure inédite (plus de 250 frappes) visant à instaurer une tabula rasa militaire. Cette campagne a neutralisé la quasi-totalité de la flotte de chasse (MiG-23, MiG-29, Su-24) et des hélicoptères d'attaque sur les bases de Sayqal, Al-Doumayr et T4, ainsi que les infrastructures stratégiques du CERS (Centre d'études et de recherches scientifiques). L'objectif était d'empêcher que des arsenaux sophistiqués ne tombent aux mains de groupes non étatiques, privant de facto le nouveau pouvoir de toute capacité de projection aérienne ou de dissuasion conventionnelle.*